



EUROPEAN COMMISSION

Bruxelles, 1.3.2024
C(2024) 1500 final

Son Excellence
Stéphane Séjourné
Ministre de l'Europe et des Affaires
étrangères
37, Quai d'Orsay
F-75351 Paris
France

Objet: Notification 2023/683/FR

Décret délégué à l'accès aux données publiques accessibles des services d'information sur les déplacements multimodaux aux agents locaux de l'Autorité de Régulation des Transports pour l'accomplissement de ses missions

Émission de l'avis circonstancié conformément à l'article 6, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Excellence,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la Directive (UE) 2015/1535 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information⁽¹⁾ (ci-après la 'Directive 2015/1535'), les autorités françaises ont notifié à la Commission, le 6 décembre 2023, le projet de « *Décret autorisant l'accès aux données publiquement accessibles des services d'informations sur les déplacements multimodaux aux agents habilités de l'Autorité de Régulation des Transports pour l'accomplissement de ses missions* » (ci-après dénommé « le projet notifié »).

Selon le message de notification, le projet notifié vise à compléter le Code des transports et la Loi no 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, qui confie des nouvelles missions à l'Autorité de Régulation des Transports (ART) afin de satisfaire aux dispositions des articles 3 à 9 du règlement délégué (UE) 2017/1926 de la Commission du 31 mai 2017⁽²⁾ (ci-après « le règlement délégué 2017/1926 »)⁽³⁾. Le message de notification précise en outre que l'article L. 1264-2 du code des transports, tel que

¹ (1) Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

modifié par l'article 37 de la loi no 2023-171 du 9 mars 2023, prévoit la possibilité pour l'ART de procéder à des collectes automatisées de données ou informations publiquement accessibles sur des services numériques de mobilité, notamment sous la forme de requêtes informatiques.

Le projet notifié précise la portée des données et informations concernées par la collecte automatisée effectuée par l'ART dans le cadre de ses missions, ainsi que les obligations qui en découlent pour les fournisseurs de services numériques de mobilités. Le projet notifié et la loi sous-jacente imposeraient à ces fournisseurs l'obligation de se conformer aux demandes d'informations soumises par l'ART.

Dans le cadre du projet notifié, les services de la Commission ont adressé aux autorités françaises, le 16 janvier 2024, une demande d'informations complémentaires afin d'obtenir des éclaircissements sur les mesures du projet notifié. Les réponses fournies par les autorités françaises le 25 janvier 2024 sont prises en compte dans l'évaluation suivante.

L'examen des dispositions pertinentes notifiées a conduit la Commission à émettre l'avis circonstancié suivant.

1. Introduction

La Commission prend note du message de notification accompagnant le projet notifié, selon lequel le décret notifié vise à compléter l'article 37 de la loi no 2023-171 du 9 mars 2023, qui modifie le code des transports, et qui vise à mettre en œuvre les obligations qui incombent aux États membres en vertu des articles 3 à 9 du règlement délégué (UE) 2017/1926 en ce qui concerne la mise à disposition, dans l'ensemble de l'Union, de services d'informations sur les déplacements multimodaux.

La Commission partage pleinement l'objectif du projet notifié de donner effet au règlement délégué 2017/1926, notamment en précisant la possibilité pour l'ART de procéder à des collectes automatisées de données ou informations.

À cet égard, la Commission note que le règlement délégué 2017/1926 définit les spécifications nécessaires afin de garantir que les services d'informations sur les déplacements multimodaux mis à disposition dans l'ensemble de l'Union sont précis et disponibles par-delà les frontières à l'intention des utilisateurs des services de transport intelligents. En particulier, l'article 3 exige que les États membres mettent en place un point unique d'accès national par l'intermédiaire duquel les acteurs concernés s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu des articles 4 à 8 dudit règlement. Toutefois, la Commission constate que le règlement délégué 2017/1926 ne régit pas la possibilité pour une autorité nationale de transport de procéder à des collectes automatisées de données ou informations et que les autorités françaises n'ont pas expliqué comment les mesures notifiées découlerait du règlement et de la nécessité d'en

² (Règlement délégué (UE) 2017/1926 de la Commission du 31 mai 2017 complétant la directive 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la mise à disposition, dans l'ensemble de l'Union, de services d'informations sur les déplacements multimodaux, C/2017/3574, OJ L 272, 21.10.2017, p. 1–13.

³ (Le règlement délégué (UE) 2024/490 de la Commission du 29 novembre 2023 modifiant le règlement délégué (UE) 2017/1926 complétant la directive 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la mise à disposition, dans l'ensemble de l'Union, de services d'informations sur les déplacements multimodaux, entre en vigueur le 4 mars 2024.

assurer l'application. Le projet notifié apparaît donc aller au-delà de ce qui est prévu par le régime spécial établi par le règlement délégué.

De plus, cet objectif devrait néanmoins être réalisé de manière compatible avec le droit de l'Union, y compris avec la directive 2000/31/CE ⁽⁴⁾ (ci-après « directive sur le commerce électronique ») tel que décrit ci-dessous.

2. Avis circonstancié

2.1. Évaluation à la lumière de la directive sur le commerce électronique

a) Applicabilité de la directive sur le commerce électronique

Le projet notifié entre dans le champ d'application de la directive sur le commerce électronique.

Premièrement, concernant le champ d'application personnel des dispositions notifiées. Le projet notifié impose des obligations aux «opérateurs de services numériques». Conformément aux informations fournies par les autorités françaises dans leurs réponses aux questions posées par les services de la Commission, ces opérateurs de services peuvent inclure des prestataires de services de la société de l'information au sens de la directive sur le commerce électronique, dans la mesure où ils sont engagés dans la vente de services de mobilité et de stationnement et la fourniture de services d'information en ligne.

Par conséquent, le projet notifié s'applique aux services de la société de l'information au sens de l'article 1er, paragraphe 1, point b), de la directive (UE) 2015/1535 et donc également au sens des articles 1er et 2 de la directive sur le commerce électronique, dans la mesure où ils remplissent les conditions qui y sont énoncées.⁽⁵⁾ Cette appréciation a également été confirmée par les autorités françaises dans leurs réponses aux questions posées par les services de la Commission.

Deuxièmement, concernant le champ d'application du projet notifié: Les règles énoncées dans le projet notifié concernent en particulier l'obligation pour les prestataires de services de la société de l'information de donner accès aux données à la suite des demandes de l'ART. Comme les autorités françaises l'ont expliqué plus en détail dans leur réponse à la demande d'informations complémentaires, dans le projet notifié et dans la loi sous-jacente modifiant le code des transports, ces prestataires de service seraient tenus, entre autres, de transmettre les informations et données demandées à l'ART, y compris via des interfaces de programmation applicative, dans les délais fixés par celle-ci. Les prestataires de services ne sont pas en mesure de refuser ou de limiter la portée de la demande présentée par ART.

⁴ () Directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur («directive sur le commerce électronique») Journal officiel n° L 178 du 17/07/2000 p. 0001 - 0016

⁵() En particulier, «tout service presté normalement contre rémunération, à distance, par voie électronique et à la demande individuelle d'un destinataire de services».

Selon le code des transports dans sa version modifiée, l'ART serait compétent à contrôler et surveiller la conformité avec les obligations du projet notifié, et la non-conformité entraînerait des sanctions.

Ces obligations relèvent donc du domaine coordonné de la directive sur le commerce électronique, tel qu'énoncé à son article 2, points h) et i), et ont donc été analysées à la lumière de la présente directive.

b) Article 3, paragraphe 1, 2 et 4 de la directive sur le commerce électronique

La Commission constate que le projet notifié et la loi sous-jacente s'appliquent aux services de la société de l'information offrant leurs services sur le territoire français, quel que soit leur État membre d'établissement ⁽⁶⁾. Par conséquent, les considérations exposées dans l'avis circonstancié émis par la Commission sur les notifications 2023/461/FR et 2023/632/FR en ce qui concerne l'absence de conformité entre le projet notifié et la directive sur le commerce électronique s'appliquent également à certaines dispositions de la présente notification.

En particulier, la Commission rappelle que l'article 3, paragraphe 1 et 2, de la directive sur le commerce électronique établit le «principe du contrôle par le pays d'origine» selon lequel les services de la société de l'information doivent être réglementés à la source de leur activité. Ils sont donc, en règle générale, soumis au droit de l'État membre dans lequel les prestataires de ces services sont établis.

L'article 3, paragraphe 4, de la directive sur le commerce électronique définit les circonstances et les procédures dans lesquelles un État membre de destination peut déroger à ce principe afin d'imposer certaines mesures. La Commission attire l'attention des autorités françaises sur la jurisprudence récente de la CJUE qui rappelle les limites du champ d'application de l'article 3, paragraphe 4, de la directive en ce qui concerne, notamment, les mesures d'application générale et abstraite telles que le projet notifié. ⁽⁷⁾

La Commission note que, sur la base des informations disponibles, le champ d'application du projet notifié irait au-delà de ce qui est exigé en vertu du règlement délégué (UE) 2017/1926 de la Commission du 31 mai 2017.

La Commission invite les autorités françaises à tenir compte des considérations qui précèdent afin de garantir la compatibilité du projet notifié avec l'article 3 de la directive sur le commerce électronique.

⁶ () Dans leur réponse à la demande d'informations complémentaires, les autorités françaises ont précisé que, dès lors qu'un acteur non établi sur le territoire français propose leur service sur le territoire ou à destination des citoyens français, il est soumis au respect des dispositions de l'article L1264-2 du code des transports et son décret d'application. En outre, les autorités françaises indiquent que le nombre de prestataires de services concernés qui ne sont pas établis en France est susceptible d'augmenter rapidement.

⁷ ()Affaire C-376/22, ECLI:EU:C:2023:835, du 9 novembre 2023. En particulier, les points 59 et 60:
«59 Une telle interprétation a, au contraire, pour conséquence que les États membres ne sont, par principe, pas autorisés à adopter de telles mesures, de telle sorte que la vérification que ces mesures sont nécessaires pour satisfaire à des raisons impérieuses d'intérêt général n'est même pas requise.
60 Eu égard à l'ensemble des considérations qui précèdent, il y a lieu de répondre à la première question que l'article 3, paragraphe 4, de la directive 2000/31 doit être interprété en ce sens que des mesures générales et abstraites visant une catégorie de services donnés de la société de l'information décrite en des termes généraux et s'appliquant indistinctement à tout prestataire de cette catégorie de services ne relèvent pas de la notion de "mesures prises à l'encontre d'un service donné de la société de l'information", au sens de cette disposition.»

* * *

Pour les raisons exposées ci-dessus, la Commission émet un avis circonstancié conformément à l'article 6, paragraphe 2, de la Directive (UE) 2015/1535.

La Commission rappelle aux autorités françaises que, conformément à cet article, l'émission d'un avis circonstancié impose à l'État membre qui est l'auteur du projet de règle technique concerné de reporter son adoption de 4 mois à compter de la date de sa notification. Ce délai expire donc le 6 avril 2024.

En outre, la Commission attire l'attention des autorités françaises sur le fait que, en vertu de cette disposition, l'État membre destinataire d'un avis circonstancié est tenu de l'informer des suites qu'il entend donner à cet avis.

Si les autorités françaises ne respectent pas les obligations prévues par la Directive (UE) 2015/1535 ou si le texte du projet de règle technique à l'examen est adopté sans tenir compte des objections soulevées ou contraire au droit de l'Union, la Commission se réserve le droit d'engager une procédure à l'encontre de la France conformément à l'article 258 du TFUE.

Les services de la Commission sont ouverts à une coopération étroite et à discuter avec les autorités françaises afin de les aider à remplir leur obligation d'assurer la compatibilité du projet notifié avec le droit de l'Union.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de ma très haute considération.

Pour la Commission,

Thierry Breton
Membre de la Commission

